

THEME: «Amélioration de l'environnement des affaires pour promouvoir le développement des entreprises et l'investissement dans les secteurs clé comme l'agriculture, l'énergie, les services, les nouvelles technologies et ainsi promouvoir la création d'emplois décents. Bonnes pratiques africaines et internationales»

Edouard LADOUYOU Sibahi

Chef de Département Ressources Humaines, Membre des Commissions Sociales et Emploi, Formation et Recherche de la CGECI

SOMMAIRE

- I. Brève Présentation de la CGECI**
- II. Notion de l'environnement des affaires**
- III. Les bonnes pratiques en Côte d'Ivoire**
- IV. Les perspectives**

I. Brève Présentation de la CGECI

De part ses statuts du 9 mai 2005, la CGECI est une union entre plus de vingt (20) Groupements et Associations Professionnelles ainsi que des entreprises individuellement membres couvrant presque la quasi-totalité des secteurs de l'activité économique;

Elle compte plus de 1500 entreprises membres pour un chiffre d'affaire de plus de 14 000 milliards de FCFA;

Les entreprises membres contribuent aux recettes de l'Etat à hauteur de 80% et offrent plus de 200 milles emplois;

La CGECI couvre les secteurs de l'agriculture, des banques, des assurances, des BTP, de l'industrie, des mines, des TIC/télécoms

I. Brève Présentation de la CGECI

du Maritime, du pétrole, des exportateurs, des PME, de l'éducation etc

La CGECI, un cadre de dialogue social;

La CGECI est dirigé par un conseil d'Administration présidé par monsieur Jean Marie ACKAH;

Une équipe technique de trente cinq personnes dirigée par une directeur Exécutif anime le fonctionnement de l'organisation.

II. Notion de l'Environnement des Affaires

Par environnement des affaires il faut entendre:

La simplification des procédures d'enregistrement/immatriculation, de délivrance des licences, certificats et autorisations au profit des entreprises;

L'amélioration de la politique et de l'administration fiscale;

L'amélioration de l'accès au financement, notamment des PME;

L'amélioration de la législation et de l'administration du travail;

L'amélioration de la gouvernance réglementaire;

L'amélioration de l'administration foncière et de la sécurité liée aux titres fonciers et à la propriété foncière;

II. Notion de l'Environnement des Affaires

- La simplification et rapidité d'accès aux tribunaux de commerce et aux modes alternatifs de règlements des litiges;
- L'élargissement du dialogue public/Privé avec inclusion d'acteurs informels et les femmes;
- L'amélioration de l'accès à l'information sur le marché.

Au regard de cette définition du Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise (DCED), la notion de l'environnement des affaires reste la même quelque soit le secteur d'activité concerné.

III. Les Bonnes Pratiques en Côte d'Ivoire

Elles portent sur les principaux résultats des réformes entreprises en Côte d'Ivoire relativement à l'environnement des affaires. Il s'agit de:

Doing business 2016: Parmi les pays les plus réformateurs (deux années successives dans le top 10)

Réformes: code des investissements, Autorité de Régulation Nationale des Marchés Publics, tribunal du commerce, Guichet unique,

MCC (éligibilité au Threshold en 2014 et au COMPACT en 2015)

Les cadres de concertation, (Comité de Concertation Etat/Secteur Privé, Douane, Impôt, etc)

La promotion du dialogue entre les partenaires sociaux

III. Les Bonnes Pratiques en Côte d'Ivoire

- Contribution aux programmes économiques et de Développement (Côte d'Ivoire 2040, PND, PNIA, PPP, CGECI Academy, PARE/PME, PACIR,PNRMN, etc.)
- Participation à l'élargissement ou l'accès des marchés par l'appui à l'intégration régionale, accords des partenariats économiques (APE, AGOA, FOPAO, etc.)
- Reforme Enseignement Technique et Formation Professionnelle
- Formation, information, Recherche de financement, Missions économiques etc.
- Construction de la Maison de l'Entreprise pour le Secteur Privé

IV. Perspectives: Secteur Agro-industriel

Le Cacao

- **Booster la transformation locale du cacao. Transformer localement 50% de la production d'ici à 2020**
- **Créer 8695Mds de valeur ajoutée via un investissement de 984Mds dans la transformation**

Le Café

- **Repositionnement de la filière Café sur et amélioration du taux de transformation.**
- **Créer 130Mds de valeur ajoutée via un investissement de 81Mds dans la transformation**

L'Anacarde

- **Booster la transformation locale de l'anacarde.**
- **Créer 7925Mds de valeur ajoutée via un investissement de 189Mds dans la transformation**

Le Palmier à huile

- **Accroissement de la production et de la productivité agricole et industrielle du palmier, amélioration de la productivité dans la deuxième transformation.**
- **Marché sous régional accessible de 1,7 millions de tonnes (équivalent à 1 Mds d'euro)**

Cola et autres fruits

- **Industrialisation des filières Cola et Fruitière pour la demande régionale—Booster l'industrie locale**
- **Créer des emplois et de la valeur ajoutée via la hausse du taux de transformation**

IV. Perspectives: Secteur Industrie

Pétrole

- **Infrastructures: devenir la Rotterdam de l'UEMOA**
- **Consolider un pôle ivoirien de compétence pétrolière**
- **Densifier les activités dérivées du raffinage et de la pétrochimie**
- **Croissance cible: atteindre 150.000 barils/jour**
- **Emplois créés: 100 à 200 emplois créés par 100 Mds FCFA de VA sup**

Gaz

- **Autosuffisance des ressources gazières notamment en fourniture à l'industrie électrique**
- **Capter le marché de stockage et de transmission de gaz de la sous-région**
- **Emplois créés:**
 - **Extraction: 100 à 200 emplois créés par 100 Mds FCFA de VA sup**
 - **Production et distribution: 25.000 emplois par 100 Mds FCFA de VA sup**

Electricité/Energie renouvelable

- **Assouvir 12 à 20.000 GWH/an de demande intérieure d'ici 2025**
- **Redévelopper la capacité d'exportation en énergie électrique dans la sous région (capturer 10% de part de marché sur l'Hinterland)**
- **Capter le marché de transmission électrique de la sous-région**
- **Développer les capacités de production électrique au travers de la biomasse, et potentiellement du solaire**
- **Croissance cible: +8% à +10%/an**
- **Emplois créés: ~6.000 emplois par 100 Mds FCFA de VA sup**
- ***Construction + Maintenance: environ 1 emploi par MW supplémentaire installé***

IV. Perspectives: Secteur Industrie

Mines

- **Positionnement de San Pedro comme Port minéral régional**
- **Développer les transformations minières à long terme:**
 - **Pôle régional sidérurgique en lien avec l'exploitation de fer - manganèse- nickel**
 - **Pôle régional de chimie des matériaux**
- **Croissance cible: > 10%/an pour atteindre 5% du PIB en 2020**
- **Emplois créés: 8 à 10.000 emplois par 100 Mds FCFA de VA supplémentaire**

Construction

- **Créer un tissu densifié d'expertises dans le domaine de la construction, compétitif à l'échelle régionale**
- **Accompagner la reprise des infrastructures à des coûts compétitifs**
- **Résoudre le déficit de logement du pays (> 50.000 / an) et relever le défi de l'assainissement et de l'urbanisation contrôlé**
- **Marché potentiel national du logement de 2 Mds USD par an dont +85% de matériaux**
- **Croissance cible: 10%/an**
- **Emplois créés: 80.000 à 90.000 emplois par 100 Mds FCFA supplémentaire de VA créée**

IV. Perspectives: Secteur Industrie

Matériaux de construction

- **Marché potentiel national du logement de 2 Mds USD par an dont +85% de matériaux**
- **Marché potentiel régional 10 fois supérieur à horizon 2025**
- **Croissance cible: 15-20%/an**
- **Filière métallurgique: 40.000 à 45.000 emplois créés par 100 Mds FCFA supplémentaire de VA créée (formel et informel), formel estimé entre 15.000 et 20.000**
- **Filière matériaux non métalliques: 20.000 emplois créés par 100 Mds FCFA sup de VA créée, formel uniquement estimé entre 6.000 et 9.000**

Chimie et pétrochimie

- **Développement des capacités de production d'engrais et phytosanitaires**
- **Sécurité sanitaire pour la pharmacie**
- **Baisse généralisée de coûts de produits industriels intermédiaires**
- **CI, un pôle régional de pointe en chimie des matériaux**
- **CI, un pôle régional de pointe en chimie des fibres**
- **CI, un pôle régional de produits raffinés**
- **Croissance cible: 8%/an**
- **Chimie: 15.000 à 20.000 emplois créés par 100 Mds FCFA de VA sup**
- **Pétrochimie: 1.000 à 1.500 emplois créés par 100 Mds FCFA de VA sup**

IV. Perspectives: Secteur des Services

Transport

- **Exécution du programme d'infrastructures portuaires**
 - ✓ Désengorgement du port d'Abidjan au travers de la création d'un parc de stationnement
 - ✓ Approfondissement du tirant d'eau
 - ✓ Amélioration des accès au port
 - ✓ Extension du port de San Pedro
- **Amélioration de la compétitivité du port**
 - ✓ Simplification des procédures imports et exports
 - ✓ Dématérialisation par les TICs des procédures et formalités douanières
 - ✓ Amélioration continue de la gouvernance public-privé
- **Améliorer la compétitivité de l'aéroport d'Abidjan**
- **Rattraper le retard accumulé en matière d'investissement et d'entretien**
- **Utilisation grandissante des nouvelles technologies pour simplifier la supervision du transit**
- **Mise en œuvre du schéma directeur du rail (rail de l'ouest, rénovation du rail Abidjan-Ouaga)**
- **Mise en œuvre de la refonte du transport urbain (restructuration de la SOTRA, développement d'un plan de circulation dans la zone d'Abidjan, mise en œuvre des projets lagunaires, mise en œuvre du projet de train urbain)**

5-10% de croissance par an

IV. Perspectives: Secteur TIC

TIC

- **Mettre en place une politique systématique de transfert de technologie afin d'aider les acteurs locaux à monter en puissance sur leurs « points faibles »**
- **Favoriser la montée en gamme des acteurs locaux en terme d'offre de services, contenus et équipements produits, et ce en ligne avec les besoins sous régionaux via une politique cohérente de R&D et d'innovation et de soutien de ces acteurs locaux**
- **Développement de politique sectorielle spécifique (conseil, RFID, optique, assemblage d'équipements (matériels informatiques, et autres)**
- **Baisser les coûts d'interconnexion (mise en œuvre d'un IXP national) d'accès à la Bande Passante (nationale et internationale)**
- **Opérationnaliser les projets e-santé, e-éducation, et e-agriculture**
- **Utiliser la commande publique comme levier de création/développement d'entreprises nationales (programme de champions nationaux dans le secteur)**
- **Lancement d'un acteur nationale de gestion d'infrastructures de la Télévision numérique**
- **5 à 10% de croissance pour le secteur Télécom**
- **15-20% de croissance pour le secteur des TICs**

V. Conclusions

La CGECI est le principal interlocuteur du secteur privé en Côte d'Ivoire, mais aussi le partenaire idéal pour la définition et la mise en œuvre de programmes structurants impliquant le secteur privé ivoirien.

La CGECI à travers son étude Côte d'Ivoire 2040 a défini les perspectives du secteur privé concernant les principaux secteurs d'activité y compris l'essentiel des secteurs prioritaires pour le Groupe de la Banque Mondiale.

Ces perspectives économiques sont prêts à être déclinés en projets effectifs dans le cadre d'un partenariat pour la diversification de l'économie ivoirienne.

Merci!